



**PRÉFET  
DU MORBIHAN**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**DREAL Bretagne**

Unité départementale du Morbihan  
34, rue Jules Legrand  
56100 Lorient

Lorient, le

**01 JUL. 2025**

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 20/06/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **SÉCHÉ ENVIRONNEMENT**

Les Hêtres  
CS 20020  
53810 Changé

Références :

Code AIOT : 0005503739

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 20/06/2025 dans l'établissement SÉCHÉ ENVIRONNEMENT implanté La Croix Irtelle 56250 La Vraie-Croix. L'inspection a été annoncée le 26/05/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

L'objet de la visite était de contrôler le respect de la prescription relative à la durée d'indisponibilité du système d'enregistrement vidéo des déchargements qui avait fait l'objet d'une mise en demeure par arrêté du 12 décembre 2023. Le reste de l'inspection a porté sur la vérification des prescriptions relatives à l'installation de maturation de mâchefers.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SÉCHÉ ENVIRONNEMENT
- La Croix Irtelle 56250 La Vraie-Croix
- Code AIOT : 0005503739
- Régime : Autorisation



- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'ÉCOSITE CROIX IRTELLE est autorisé, par arrêté préfectoral du 26 octobre 2012 modifié, à exploiter une Installation de stockage de déchets non dangereux (ISDND) sur le territoire de la commune de La Vraie Croix.

#### **Contexte de l'inspection :**

- Suite à mise en demeure

#### **Thèmes de l'inspection :**

- Déchets

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse

approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Contrôle Vidéo	Code de l'environnement du 30/03/2021, article D541-48-1-IV	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Volume d'activité	AP Complémentaire du 28/05/2024, article 2	Sans objet
3	Confinement des eaux en cas d'incendie	Arrêté Préfectoral du 26/10/2012, article 7.6.1.	Sans objet
4	Equipements aire de maturation des mâchefers	Arrêté Préfectoral du 26/10/2012, article 13.3.2	Sans objet
5	Contrôle en entrée d'installation mâchefer	Arrêté Préfectoral du 26/10/2012, article 13.3.1	Sans objet
6	Mâchefers non valorisables	Arrêté Préfectoral du 26/10/2012, article 13.3.3	Sans objet
7	stockage des mâchefers	Arrêté Préfectoral du 26/10/2012, article 13.3.3.	Sans objet
8	registre de suivi des mâchefers	Arrêté Préfectoral du 26/10/2012, article 13.3.3	Sans objet
9	Durée de stockage des mâchefers	Arrêté Préfectoral du 26/10/2012, article 13.3.3	Sans objet
10	Registre de sortie des mâchefers	Arrêté Ministériel du 18/11/2011, article 11	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'analyse par sondage des enregistrements vidéo ainsi que du registre de consignation des indisponibilités de l'enregistrement vidéo des déchargements n'a pas mis en évidence d'écart par rapport à la réglementation. La mise en demeure est considérée comme respectée et peut être levée.

Le suivi des différents lots de mâchefers ainsi que la traçabilité des lots de mâchefers semble bien maîtrisé par l'exploitant. Aucune non-conformité n'a été relevée sur la partie traitement et traçabilité des mâchefers.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Contrôle Vidéo

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 30/03/2021, article D541-48-1-IV
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, indisponibilité
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 01/08/2023</li><li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li><li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription</li><li>• date d'échéance qui a été retenue : 12/12/2024</li></ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>Le temps cumulé d'indisponibilité du dispositif de contrôle par vidéo est inférieur à dix jours calendaires sur une année.</p> <p>Pour les installations de stockage de déchets relevant de la rubrique 2760-2-b de la nomenclature des installations classées comportant un quai de débarquement mobile, le temps cumulé d'indisponibilité du dispositif de contrôle par vidéo est inférieur à vingt jours calendaires sur une année,</p> <p>Toute indisponibilité du dispositif ne peut excéder cinq jours consécutifs.</p> <p>Un journal recense les périodes d'indisponibilité et les opérations de maintenance effectuées sur le dispositif de contrôle par vidéo.</p>
<b>Constats :</b> <p>L'exploitant a présenté le registre des indisponibilités de l'enregistrement vidéo des déchargements.</p> <p>Pour l'année 2024, le registre indique un temps d'indisponibilité de 9 jours et 12h pour une limite réglementaire fixée à 20 jours compte tenu que le quai est mobile et est déplacé au fur et à mesure du remplissage de l'alvéole de stockage de déchets. Du 1er au 31 mai 2025, le registre comptabilise une période d'indisponibilité cumulée de 13h01. Les indisponibilités de l'enregistrement hors heures de fonctionnement de l'installation ne sont pas prises en compte. Un contrôle par sondage des enregistrements a été réalisé et n'a pas mis en évidence d'arrêt d'enregistrement qui n'aurait pas été consigné dans le registre.</p>

Toutefois, l'examen du registre par sondage a mis en évidence que certaines périodes d'indisponibilité hors œuvres ouvrées semblent avoir été comptées avec une durée par ailleurs incohérente avec les heures de début et de fin d'indisponibilité (le 6 et le 8 juillet 2024). Cette incohérence ne remet pas en cause le respect de la prescription puisque ces périodes identifiées comme période d'indisponibilités n'auraient pas à être comptabilisées dans le registre. La mise ne demeure peut être considérée comme respectée et peut être levée.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Il convient toutefois que l'exploitant analyse les erreurs de calcul mises en évidence pour que le compteur reflète bien les périodes d'indisponibilité réelles.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 1 mois

**N° 2 : Volume d'activité**

**Référence réglementaire :** AP Complémentaire du 28/05/2024, article 2

**Thème(s) :** Situation administrative, Volume d'activité mâchefers

**Prescription contrôlée :**

Tableau de classement des activités du site :

Rubrique	Désignation de la rubrique	Nature - Volume des activités	Régime
2791-1	Installation de traitement de déchets dangereux (...) non	Maturation de mâchefers : 400 t/j et 52 000 t/an	A

**Constats :**

En 2024, 32 546 tonnes de mâchefers ont été reçues par l'installation. Du 1er au 31 mai 2025, 12 344 tonnes ont été reçues. La maturation des mâchefers est un process réalisé en continu. Le volume d'activité respecte bien le volume d'activité maximal prévu par l'arrêté préfectoral du site.

**Type de suites proposées :** Sans suite

### N° 3 : Confinement des eaux en cas d'incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 26/10/2012, article 7.6.1.
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Confinement des eaux en cas d'incendie
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'établissement doit disposer d'une capacité de rétention pouvant accueillir l'ensemble des eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou d'un incendie, y compris les eaux utilisées pour l'extinction. Les eaux recueillies doivent satisfaire avant rejet aux valeurs limites prévues à l'article 4.3.9. ou à défaut être éliminées conformément aux dispositions du titre 5 du présent arrêté. (...) - si l'incendie a lieu sur la plateforme mâchefers, les eaux sont stockées dans la lagune de prétraitement de la plateforme (900m3) puis rejoignent le circuit des lixiviats bruts. (...)
<b>Constats :</b>  En cas d'incendie sur la plateforme mâchefers, les eaux d'incendie s'écoulent sur la plateforme jusqu'au bassin de décantation (cf planche photos en annexe). Les eaux sont ensuite déversées dans la lagune de prétraitement. La lagune de prétraitement ne dispose pas de connexion directe à la station de traitement des lixiviats. En cas d'incendie, les eaux sont donc confinées dans la lagune avant analyse.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 4 : Equipements aire de maturation des mâchefers

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 26/10/2012, article 13.3.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Equipements
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'installation sera composée de trois parties : - l'aire de stockage des mâchefers bruts, - l'installation de traitement (criblage, déferailage, concassage, etc...), - l'aire de mûrissement. Ces équipements seront disposés sur des aires étanches permettant de collecter l'ensemble des eaux pluviales, de ruissellement ou de percolation susceptibles d'être polluées.
<b>Constats :</b>  L'aire de maturation et l'aire de stockage des mâchefers bruts sont confondues. Le jour de la visite, tous les lots de mâchefers qui n'avaient pas déjà fait l'objet de l'opération de criblage, concassage déferailage sur le site producteur étaient en attente de traitement. Toute la zone de stockage était occupée par les différents lots de mâchefers. Le suivi de l'exploitant indiquait la présence 11 412 tonnes de mâchefer présentes. L'installation de déferailage mobile était présente sur le site. L'exploitant a indiqué que la campagne de déferailage des mâchefers devait démarrer dans 3 jours. Une campagne dure entre 5 et 7 semaines. Les graves de mâchefers traitées valorisables sont ensuite entreposées soit sur la plateforme mâchefer s'il reste de la place, soit en attente valorisation sur l'installation de stockage en tant que matériau de recouvrement pour éviter l'envol de déchets, soit dans un silo à l'entrée

du site.

L'exploitant a indiqué qu'une géomembrane recouvrait l'ensemble du sol et des talus de la zone d'entreposage des mâchefers jusqu'au bassin de récupération des eaux en contrebas. Cette géomembrane est recouverte d'un géotextile épais lui-même recouvert en partie basse par des stériles. Le géotextile était visible par certains endroits, confirmant sa présence.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 5 : Contrôle en entrée d'installation mâchefer**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 26/10/2012, article 13.3.1

**Thème(s) :** Risques chroniques, Contrôle en entrée d'installation

**Prescription contrôlée :**

Un contrôle de la température des mâchefers sera effectué à leur arrivée sur le site.

Les mâchefers feront l'objet d'une analyse qualitative en sortie des usines d'incinération. Chaque chargement arrivant sur le site sera accompagné d'un bordereau de sortie d'usine sur lequel sera indiqué la provenance du mâchefer, sa quantité et sa qualité, précisant notamment la date de la dernière analyse de contrôle effectuée.

Une analyse de contrôle sera effectuée pour les mâchefers valorisables à la fin de la constitution du lot pour valider les résultats effectués en sortie d'usine.

**Constats :**

L'exploitant a présenté la procédure d'élaboration des graves de mâchefers du 13/03/2019 et mise à jour le 01/05/2025. Il est prévu un contrôle visuel des mâchefers bruts entrant sur le site par l'opérateur comprenant l'identification de dégagement de vapeur éventuel, la présence d'imbrûlés et l'aspect des mâchefers. En cas d'anomalie le lot est mis de côté.

L'exploitant a indiqué que le contrôle de la température était réalisé par le contrôle du dégagement de vapeur qui est un témoin d'une température élevée du mâchefer brut.

L'exploitant a indiqué n'avoir jamais constaté d'anomalie lié à un dégagement de vapeur.

Les apports de mâchefers font l'objet de bordereau de suivi de déchets. L'exploitant a indiqué que les 4 incinérateurs produisant les mâchefers utilisent le suivi via Trackdéchets bien que cela ne soit pas obligatoire s'agissant de déchets non dangereux. Le registre des entrées comporte un champ qui correspond au numéro du bordereau.

Les mâchefers font l'objet d'une mesure sur test de lixiviation qui est accompagnée d'une mesure sur les valeurs intrinsèques du matériau si celle-ci n'a pas déjà été réalisée sur le site expéditeur.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 6 : Mâchefers non valorisables**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 26/10/2012, article 13.3.3

**Thème(s) :** Risques chroniques, Gestion des mâchefers non valorisables

**Prescription contrôlée :**

Les mâchefers non valorisables (y compris ceux après nouvelle maturation) seront envoyés sur le centre de stockage. Les mâchefers à maturer et valorisables seront criblés et déferailés avant stockage.

<b>Constats :</b>
<p>L'exploitant a indiqué que les éventuels lots de mâchefers non valorisables sont mis en stockage et comptabilisés comme tels dans l'installation de stockage.</p> <p>La procédure prévoit l'opération de criblage, déferrailage et concassage pour que le mâchefer soit valorisable dans une utilisation externe comme dans l'installation de stockage en tant que matériau de recouvrement pour les aménagements en technique routière réalisés sur le site.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 7 : stockage des mâchefers

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 26/10/2012, article 13.3.3.
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, stockage des mâchefers
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les mâchefers à maturer seront stockés en lots de maturation de 2500 tonnes indépendants et confectionnés les uns après les autres. Chaque lot fera l'objet d'un suivi individualisé. Après analyse régulière de contrôle et s'ils répondent aux critères de la valorisation, ils seront valorisés. Des contrôles trimestriels de la qualité d'un lot en maturation seront réalisés (test de lixiviation) selon la norme NF X 31-210.</p> <p>Le suivi de la maturation fera l'objet d'un plan d'assurance qualité.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le fichier de suivi des lots de mâchefer ne présentait aucun lot de plus de 2000 tonnes.</p> <p>Les lots de mâchefers sont bien identifiés par des panneaux indiquant le site producteur, le résultat d'analyse (lot V1 ou V2) lorsqu'il est connu et le numéro de lot (cf planche photos en annexe). Les différents lots de mâchefers sont entreposés en andains séparés les uns des autres. Sur la partie centrale de l'aire d'entreposage, les andains de différents lots étaient séparés par une épaisseur de stériles issus de la carrière voisine et facilement identifiables par la couleur différente du matériau (cf planche photos en annexe).</p> <p>L'élaboration des graves de mâchefers fait l'objet d'une procédure en date du 13/03/2019 et mise à jour le 01/05/2025.</p> <p>La procédure prévoit la réalisation des mesures par un organisme accrédité cofrac. L'inspection a vérifié par sondage la réalisation des résultats de mesure sur un lot. Le résultat de ces mesures permet de s'assurer si le lot répond aux attendus et peut être valorisé conformément à l'arrêté ministériel du 18 novembre 2011.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 8 : registre de suivi des mâchefers

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 26/10/2012, article 13.3.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, registre de suivi des mâchefers
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Trois registres seront tenus à jour : l'un pour les entrées, le second pour les sorties et le dernier</p>

pour le suivi des lots de mâchefers, consignant la qualité, le tonnage, la provenance ou la destination, la date d'enregistrement ou d'évacuation des matériaux et l'évolution des lots.
<b>Constats :</b>  L'exploitant a présenté les différents registres et documents assurant la traçabilité des mâchefers. Les registres des entrées et des sorties ont été présentés ainsi qu'un tableau de suivi des lots comportant les données prévues par l'article 13.3.3 de l'arrêté préfectoral d'autorisation. Un contrôle par sondage a été réalisé. Aucune non-conformité n'a été mise en évidence.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 9 : Durée de stockage des mâchefers**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 26/10/2012, article 13.3.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Durée de stockage des mâchefers
<b>Prescription contrôlée :</b>  Le temps de stockage maximal des mâchefers est d'un an. Si le lot est toujours classé en maturable après le temps de la maturation, il sera considéré comme un déchet ultime et envoyé sur le centre de stockage.
<b>Constats :</b>  Le jour de l'inspection aucun lot de mâchefer n'était stocké depuis plus d'un an. La capacité physique de stockage du site impose par ailleurs un roulement par rapport aux tonnages de mâchefers bruts qui entrent dans l'installation de maturation.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 10 : Registre de sortie des mâchefers**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 18/11/2011, article 11
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Registre de sortie des mâchefers
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant tient à jour un registre de sortie, éventuellement sous format électronique, dans lequel il consigne pour chaque chargement de matériau routier quittant l'installation : - le nom, l'adresse postale et le numéro SIRET de l'installation de traitement thermique de déchets non dangereux qui a produit les lots périodiques ayant servi à l'élaboration des différents matériaux alternatifs entrant dans la composition du matériau routier ; - le nom, l'adresse postale et, le cas échéant, le numéro SIRET du maître d'ouvrage des travaux routiers ; - le nom, l'adresse postale et le numéro SIRET de l'entreprise chargée de l'exécution des travaux routiers ; - le nom, l'adresse postale et le numéro SIREN des transporteurs, si le transport n'est pas effectué par l'entreprise chargée de l'exécution des travaux routiers ; - la référence des lots périodiques ayant servi à l'élaboration des différents matériaux alternatifs entrant dans la composition du matériau routier ;

- la quantité de matériau routier quittant l'installation ;
- la date de sortie de l'installation ;
- l'usage routier effectif ;
- le libellé et les coordonnées GPS du chantier routier.

Ce registre est conservé pendant au moins dix ans et est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Une procédure d'assurance de la qualité liant l'exploitant, l'entreprise chargée de l'exécution des travaux routiers et le transporteur est établie à l'initiative de l'exploitant et tenue à la disposition de l'inspection des installations classées.

**Constats :**

L'exploitant a indiqué que la grosse majorité des mâchefers est valorisée au sein de l'établissement lui-même et principalement comme matériau de recouvrement dans l'installation de stockage.

L'exploitant a présenté le dossier d'une sortie de mâchefer pour valorisation externe pour la création d'une plateforme sur une déchetterie communale. L'ensemble des données est présent dans le dossier et de façon lisible. Un tableau complémentaire de suivi qui reprend les références de chaque dossier permet d'assurer la traçabilité des mâchefers valorisés que ce soit à l'intérieur du site comme à l'extérieur du site. Le suivi est réalisé par chantier et identifie la quantité, l'origine et le numéro de lots des mâchefers valorisés.

La continuité de la traçabilité a été réalisée entre le précédent exploitant Charier déchets valorisation et l'exploitant actuel ce qui permet d'avoir le suivi sur 10 ans comme prévu par la réglementation. L'exploitant a pu présenter les pièces du dossier d'un chantier de 2016 au travers de ses archives informatiques suite à la demande de l'inspection. Le dossier permet de répondre aux éléments attendus du registre.

**Type de suites proposées :** Sans suite



Annexe : planche photographique



Installation temporaire de broyage, concassage, déferrailage de mâchefers



Zone de déchargement des mâchefers entrant sur site



Andain entreposage de mâchefers



Panneau identification de lot



Bassin de décantation



Vue d'ensemble de la plateforme basse de maturation des mâchefers



Entreposage de lots de mâchefers avec séparation pas des matériaux stériles issus de carrière